

La violence contre les nourrissons et les bébés

Quelques images cruelles et révoltantes sur une situation relative aux droits de l'enfant à la maternité du CHU de Constantine, montrées par le chaîne de télévision publique A3, ont suffi pour indigner la population algérienne et donner des sueurs froides à tout un peuple. Un enregistrement faisait état d'une réalité choquante et épouvantable que la plupart des Algériennes et des Algériens connaissaient mais n'en mesuraient certainement pas l'ampleur, la gravité et la sévérité. L'Algérien était touché dans son amour-propre et dans sa chair.

Jusque-là les pouvoirs publics avaient des difficultés à admettre l'incroyable vérité et la descente aux abysses de notre système de santé. C'est grâce aux témoignages et aux appels de détresse lancés par des parents et par un corps médical et paramédical dépassé par des réalités qui touchaient et transgressaient l'éthique et la dignité des personnes, y compris celles des enfants en très bas âge, que le problème que constitue la violence contre les enfants fut inscrit à l'ordre du jour.

La mobilisation de la société civile autour d'événements d'enlèvements, d'assassinats et meurtres d'enfants renforça le mouvement en vue d'une prise de conscience de la situation néfaste qui prévalait autour de la protection des droits de l'enfant et la nécessité de changer de regard vis-à-vis de ce groupe vulnérable et lui reconnaître ses propres droits tels que contenus dans la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE).

Au-delà des émotions et de l'esclandre que cet état des choses a pu

susciter, il est peut-être temps de tirer la sonnette d'alarme et de réfléchir sur une prise en charge de nos nourrissons, bébés, enfants et adolescents comme en témoignent et l'exigent les citoyens algériens à l'origine cette semaine d'une tempête de réactions dénonciatrices des abus par le biais de réseaux sociaux, dans les chaînes de radio et télévision (publiques et privées).

Une réflexion s'impose et elle est d'actualité surtout si on se réfère au fait que le projet de code relatif à la protection de l'enfance est en instance d'examen au niveau du Conseil de la nation (Sénat) et que ce projet doit tenir compte de la fragilité de ce groupe vulnérable dont la situation exige une protection sans faille, y compris la prévention contre l'enlèvement de nourrissons.

Il est utile de rappeler à ce niveau l'enlèvement ayant secoué tout le pays en juin 2014 du petit Leith Kaoua. La maternité de Constantine fut aussi le théâtre de ce drame.

L'objet de cette courte contribution c'est d'abord de m'indigner contre cette situation de maltraitance de nourrissons et l'affliction des parturientes et aussi de rappeler les différentes conventions internationales ratifiées par l'Algérie, notamment celle consacrée aux droits de l'enfant adoptée le 20 novembre 1989. Chaque être humain âgé de moins de dix-huit ans a droit au respect de sa dignité. La convention, qui jouit d'une quasi-universalité, se veut être un guide pour l'Etat qui, en principe, s'engage dès sa ratification de cet instrument à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans cette convention.

Le projet de code pour la protection de l'enfance auquel j'ai déjà fait référence plus haut dans cette note doit être rédigé en tenant compte de la Convention inter-

nationale des droits de l'enfant car elle constitue, dans le droit positif, l'instrument-cadre pour le développement de toute législation nationale en cette matière.

L'article 19 de la CIDE énonce que les «Etats-parties à la convention prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié».

Les nourrissons dans le cas de l'espèce sont dans une maternité publique et les responsables de la prise en charge doivent répondre des défaillances, notamment celles relatives à l'hygiène car aucune indication ne montre qu'il y a eu effort de leur part pour améliorer une situation ou, à défaut, déclarer la fermeture des lieux.

L'Etat est l'institution à laquelle le droit national et international impose une obligation de protection de l'enfant contre toute forme de violence. La situation évoquée dans cette contribution relate une forme de violence caractérisée par un manque d'équipement approprié servant à l'accouchement et une incapacité, voire une négligence du personnel de la maternité à prendre en charge les parturientes et leurs nourrissons.

Ce type de maltraitance mis en relief par le manque d'hygiène (nombreux matériels et produits partagés, locaux exigus et encombrés, assistance médicale défectueuse) peut provoquer des maladies mortelles. Le droit à la vie de l'enfant est menacé. Le cas soulevé par la situation violente et douloureuse de la

Par D^r Kamal Filali^(*)

maternité de Constantine fait place à plusieurs lectures dont la marginalisation des droits des bébés et nourrissons. Les droits ne sont pas expressément cités dans les textes de loi qui généralement utilisent une terminologie juridique vague et imprécise qui permet la commission d'infractions sans que l'auteur de faits délictueux ou criminels soit inquiété.

La reconnaissance de l'état de déliquescence dans les milieux hospitaliers n'entraîne pas forcément la défense des droits des victimes, les nourrissons et les bébés ne peuvent être des acteurs politiques et se sont les adultes qui ont la charge de mettre en place des normes et des mécanismes pour les défendre.

L'autorité chargée de gérer la santé en Algérie assure mal cette responsabilité en traitant de telles situations uniquement sous l'angle de la réforme du système de la santé et non sous celui des droits de l'Homme. La gratuité de la médecine ne peut justifier le bilan désastreux auquel est confronté le citoyen, c'est pourquoi il faut, non seulement, prévoir une législation qui s'appliquerait à tous les cas de figure de violence contre les enfants, notamment les nourrissons et les bébés et judiciaireiser ces droits, mais il y a aussi urgence à intervenir et faire barrage à toute forme de violence contre les enfants, y compris la négligence portant atteinte à la dignité et au droit à la vie de l'enfant. Le droit à la dignité, le droit à la vie, le droit à la santé sont des droits de l'Homme fondamentaux non négociables.

K. F.

^(*) Faculté de droit, université Mentouri 1, Constantine, ancien vice-président du Comité des droits de l'enfant (ONU).

L'immobilisme dans le mouvement

Attribuée à Abdelmalek Benhabylès, cette sentence se vérifie de plus en plus de nos jours. Que peut donc retenir la mémoire d'un homme au crépuscule de sa vie, si ce n'est les phases lumineuses de la construction de son pays ? Il constate, non sans appréhension, une accélération des événements majeurs dictés certainement par des facteurs tant endogènes qu'exogènes. Le rythme imprimé aux réaménagements gouvernementaux et autres mouvements dans le corps des walis participerait d'une stratégie qu'il est difficile de décoder en toute première lecture.

Cet acte de gouvernance de haute portée politique, dit-on, est devenu une attraction majeure dans la vie de tous les jours. De l'agent d'exécution subalterne à l' élu local et du député au haut fonctionnaire, la supputation va bon train en retenant, tout de même, son souffle.

Pour certains initiés, la mise en branle de cette disposition constitutionnelle est souvent attendue avec fébrilité ; elle peut même orienter des choix stratégiques dans les alliances et les accointances. Il est loin le temps où un ministre évoquait à lui seul un secteur.

Les défunts Tayebi Larbi et Abdelmadjid Aouchiche renvoyaient le citoyen lambda, respectivement, à l'agriculture et à l'habitat. A propos de renouveau agricole et de ruralité, ce beau rêve, fugacement caressé, s'est vite estompé sous l'effet d'une bourrasque qui emporta 3 ministres en moins de deux ans. Est-ce à dire que ce secteur, qui devait assurer notre sécurité alimentaire à moyen terme, ne revêt aucune importance stratégique pour être livré aux aléas des états d'âme de l'illusoire représentation du monde paysan ?

«Un actuel ministre aurait été de 20 gouvernements

successifs ; on en oublie de quel département il est parti. Il est même des départements qui n'ont vécu, comme rose... que l'espace d'un matin. L'administré que tout un chacun est, ayant applaudi à l'érection d'un département chargé de la réforme administrative et la lutte contre la bureaucratie, a vite déchanté à la suppression de l'institution. Apparemment et de toute évidence, la bureaucratie et les luttes de position ont eu raison de l'idée première qui ne pouvait être que généreuse.»

«Que deviendront donc ces fonctionnaires et ces agents qui ont "construit" virtuellement leur devenir sur une promesse et néanmoins mirifique carrière ? Un mirage qui s'estompera dans le dépit et la rancœur. Coincés entre le pavé narcissique de Marianne et l'austère bigotisme, nous n'arrivons pas à prendre l'exemple de nations qui ont défié le temps et les crises. Le gouvernement fédéral allemand ne comprend que 9 cabinets ministériels, chancellerie comprise.»

«La cerise sur le gâteau est sans nul doute la dislocation du ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire. Entrée définitivement dans les mœurs citoyennes, la protection de l'environnement a gagné peu ou prou ses lettres de noblesse sur le plan intérieur et pourquoi pas extérieur.

Les instances internationales chargées du dossier reconnaissent le chemin parcouru par ce département qui ne fut que peu touché par les réaménagements gouvernementaux. Le ministère du Tourisme qui, sans jeu de mots, fait du tourisme, a-t-il la capacité, lui, secteur traditionnel de services, d'être la locomotive de secteurs structurants tels que l'environnement et l'aménagement du territoire ? Le temps nous le dira !

Par Farouk Zahi

L'innovation est, assurément, cette nouvelle tendance du yo-yo qui promeut au poste de wali d'anciens ministres. D'ailleurs, il demeure surprenant que les deux wilayas côtières satellites de la capitale n'aient eu droit à leur wali que bien après le mouvement général et ce seront d'anciens ministres qui les dirigeront. Le deuxième acte expliquant le premier, notre curiosité est satisfaite. Le déboulonnage d'un ancien chantré acquis à la cause n'a surpris que peu de personnes. Mis à l'index par la nébuleuse islamo-conservatrice, il aura laissé des plumes dans sa quête de légalisme orthodoxe. Ces réaménagements gouvernementaux et autres mouvements dans le corps des walis, aussi constitutionnels qu'ils puissent être, ne constituent pas moins des bégaiements dans le fonctionnement des structures publiques et la vie socioéconomique.

La wilaya de Ghardaïa, pour ne citer que ce cas particulier, a eu, depuis 2008, droit à quatre walis. Ceci implique, immanquablement, des désagréments de tout ordre, autant directs qu'indirects : humains, matériels et psychosociaux. Les déclarations d'intention incitant à la bonne gouvernance financière demeurent en totale contradiction avec cette manie de dépenser plus au lieu de dépenser mieux.

Le défunt Aboubakr Belkaïd, ancien ministre, qui aimait paraphraser Bismarck, ce grand homme d'Etat prusso-allemand, reprenait souvent les sentences de celui-ci : «La puissance d'une nation se mesure à l'épluchure de sa pomme de terre.»

F. Z.